

# LeDroit

## Une leçon en santé

S'il y a un dossier qui risque de retenir l'attention en Outaouais lors des prochaines élections provinciales c'est bien celui de la santé.



André  
Larocque

[alarocque@ledroit.com](mailto:alarocque@ledroit.com)

Rédacteur en chef

La série de déboires survenue au Centre de Santé et de services sociaux de Gatineau et qui ont entraîné le départ du directeur général Denis-Bernard Raïche et son remplacement temporaire par Jean-Pierre Chicoine indiquent à quel point le défi est immense pour redorer l'image du secteur de la santé dans la région.

Pourtant, il y a des initiatives citoyennes exemplaires qui devraient inspirer les différentes instances décisionnelles. C'est le cas de la coopérative de santé d'Aylmer dont le succès n'a d'égal que sa popularité croissante.

Lancée en 2003, cette coopérative regroupe maintenant quelque 5600 membres et compte huit médecins, le double d'il y a trois ans. Soixante-quinze pour cent des membres résident dans le secteur Aylmer. Il coûte 50\$ pour être membre et avoir accès à des services et à des équipements de santé.

Alors que le Québec semble plutôt tiède à l'idée d'endosser l'approche des Partenariats Publics Privés (PPP) dans le secteur de la santé, l'approche d'un Partenariat Public Communautaire (PPC) comme celui implanté à Aylmer nous apparaît comme une alternative valable pour désengorger un système de santé qui peine à suffire à la demande.

L'originalité du projet mis en place à Aylmer repose sur le partenariat existant entre les membres, les employés de la coopérative et les huit médecins qui y travaillent. Tous ont voix au chapitre quant aux orientations de gestion et de développement de la coopérative. Cette formule efficace inspire même le Japon, l'Espagne et la Suède qui ont envoyé des délégations d'observateurs.

L'expérience coopérative en cours à Aylmer est éminemment exportable et devrait être imitée ailleurs au Québec.

La prise en charge d'un dossier aussi essentiel que celui de la santé par le milieu est un signe de vitalité et démontre qu'il y a d'autres solutions valables permettant d'offrir efficacement des services auxquels tous devraient normalement avoir accès.

Actuellement, 43 % du budget du Québec est consacré à la santé. Si aucun correctif n'est apporté, les deux tiers du budget provincial y seront engloutis en 2030. C'est beaucoup trop.

L'approche communautaire est certes une voie à explorer.